PROVINCE DE LUXEMBOURG. ARRONDISSEMENT DE MARCHE-EN-FAMENNECOMMUNE DE NASSOGNE

Du registre aux délibérations du Conseil communal de cette commune, a été extrait ce qui suit :

SEANCE PUBLIQUE DU 26 FEVRIER 2021

PROCES – VERBAL

Séance du conseil communal du vingt-six février deux mille vingt-et-un à dix-neuf heures.

PRESENTS :

MM. Marc Quiryen,	Bourgmestre – Président
André Blaise, Marcel David, José Dock, Marie-Alice Pikel,	Echevins ;
Florence Arrestier, (entre pendant la présentation d'Impact)	Présidente du CPAS
Vincent Peremans, Philippe Lefèbvre, Christine Breda, Véronique Burnotte, Bruno Huberty , Jean-François Culot, Jérémy Collard,	
Lynda Protin, Johanna Colmant, Charline Kinet, Sophie Piérard	Conseillers ;
Charles Quiryen	Directeur Général.

Vu la crise sanitaire du Covid-19, conformément à l'article 15 de l'Arrêté ministériel portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du COVID-19, du 28 octobre 2020 (tel que modifié par l'article 8 de l'AM du 1er novembre 2020), les réunions de plus de 4 personnes sont actuellement interdites, sauf exceptions prévues par cette même disposition. Vu le décret du 1^{er} octobre 2020 organisant jusqu'au 31 mars 2021 la tenue des réunions des organes communaux et provinciaux ; en son article 1^{er}, §1^{er} : «*Jusqu'au 31 mars 2021, les séances du conseil communal peuvent se tenir de manière virtuelle, par téléconférence ou vidéoconférence, par décision du collège communal*» (Moniteur Belge du 16 octobre 2020). La réunion se tient par vidéoconférence, chaque membre du Conseil est présent à son domicile. Seuls le bourgmestre et le directeur général sont présents dans la salle du conseil. La séance est retransmise en direct sur la plateforme YouTube, afin d'assurer l'expression démocratique tout en préservant la santé de toutes et tous.

La remarque de Philippe Lefèbvre (ajouter le mot « jetable » dans la question sur la fourniture de masques) ayant été actée, le procès-verbal du conseil communal du 28 janvier 2021 est signé par le président et le directeur général.

Le Bourgmestre demande l'ajout d'un point, à la demande des élus du groupe « Ensemble » : Fourniture de masques jetables au personnel communal et au personnel enseignant.

L'ajout du point est accepté à l'unanimité des membres présents.

En prélude de l'ordre du jour, Monsieur Stéphane Mottiaux, du bureau Impact, auteur de projet, présente une information sur l'état d'avancement du Guide Communal d'Urbanisme (GCU) et les études préalables.

1. Cahier spécial des charges pour la remise en location en gré à gré de 2 lots de chasse à Nassogne.

Après discussion, le Bourgmestre met au vote les amendements présentés par Philippe Lefèbvre : A l'article 2 §1^{er} : remplacer le texte par « *Que le nourrissage supplétif ou dissuasif du gibier est interdit* » et à l'annexe 1, art.3 : remplacer : *le nourrissage supplétif du cervidé est « autorisé »* par « *interdit* »

L'amendement est rejeté par 7 voix contre, 3 abstentions et 6 voix pour.

Se sont abstenus : André BLAISE, Charline KINET et Lynda PROTIN.

Ont voté pour : Véronique BURNOTTE, Philippe LEFEBVRE, Christine BREDa, Johanna COLMANT, Sophie PIERARD et Jérémy COLLARD.

Un autre amendement présenté par Philippe Lefèbvre : A l'article 8 de l'annexe n°1, dans le paragraphe relatif au droit de chasse et fonction multiple : il est proposé de remplacer : « *la chasse à*

l'approche et à l'affût est autorisée les dimanches et jours fériés » par « est interdite les week-ends et jours fériés »

Cet amendement est rejeté par 12 voix contre et 4 voix pour.

Ont voté pour : Philippe LEFEBVRE, Christine BREDA, Johanna COLMANT et Sophie PIERARD.

Le bourgmestre met également au vote la correction apporté à la demande du DNF au cahier spécial des charges relatif au poids des carcasses de sanglier : 30kg autorisé et non 35kg.

Cette correction est approuvée par 12 voix pour et 4 voix contre.

Ont voté contre : Philippe LEFEBVRE, Christine BREDA, Johanna COLMANT et Sophie PIERARD

Le Conseil, en séance publique, après discussion,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 24, et notamment l'article 38 permettant une exécution conjointe des services pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

Attendu que les baux de location du droit de chasse sur les propriétés communales de NASSOGNE viennent à échéance à la date du :

- 1) 31 mai 2021 pour le lot 16 « Champ de Chauches » ;
- 2) 30 juin 2021 pour le lot 6A « Bois du muguet ».

Attendu que la remise en location par adjudication ouverte est souhaitable, qu'il est intéressant d'établir un cahier des charges général à toute l'entité comprenant certaines clauses spécifique pour certain territoires ;

Considérant le cahier des charges N° cdch2021- version 2021/02/26 relatif au marché "Cahier des Charges pour la location du Droit de Chasse en Forêt communale : Lots 6A (Bois du muguet), 16 (Champ de chauches), établi par Monsieur l'Ingénieur de la Division Nature et Forêt du cantonnement de Nassogne, Monsieur ABRAS.

Attendu que ce cahier des charges est similaire à celui qui avait été analysé par la fonction « cynégétique » de la Commission Consultative Locale de la Gestion Forestière le 29 mai 2018 ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par adjudication de gré à gré ;

Sur proposition du Collège et après en avoir délibéré,

D E C I D E, par 12 voix pour et 4 voix contre,

Article 1er : D'approuver le cahier des charges N° cdch2021- version 2021/02/26 "Cahier des Charges pour la location du Droit de Chasse en Forêt communale : Lots 6A (Bois du muguet), 16 (Champ de Chauches), établis par Monsieur l'Ingénieur de la Division Nature et Forêt du cantonnement de Nassogne, Monsieur ABRAS. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics.

Article 2 : De choisir l'adjudication de gré à gré comme mode de passation du marché.

Ont voté contre : Philippe LEFEBVRE, Christine BREDA, Johanna COLMANT et Sophie PIERARD

2. Adhésion à la centrale d'achat technique et informatique de la province de Luxembourg.

Le Conseil, en séance publique, après discussion, à l'unanimité,

Vu les articles 2, 7° et 47 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'article L1222-7, paragraphe 1^{er} du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu la décision du Conseil provincial du Luxembourg du 21 février 2020 par laquelle il approuve la création d'une centrale d'achat technique et informatique pour les besoins de la province de Luxembourg et des autres pouvoirs adjudicateurs intéressés du territoire de la province de Luxembourg ;

Considérant que cette décision n'a appelé aucune mesure de Tutelle et est devenue pleinement exécutoire le 22 avril 2020 ;

Considérant que la province de Luxembourg s'est érigée en centrale d'achat et qu'elle propose des activités d'achat centralisées au profit des pouvoirs adjudicateurs intéressés du territoire de la province de Luxembourg ;

Considérant que le présent pouvoir adjudicateur répond au qualificatif de pouvoir adjudicateur intéressé du territoire de la province de Luxembourg ;

Considérant qu'un pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale d'achat est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation ;

Considérant que l'adhésion à la centrale d'achat n'emporte aucune obligation de se fournir exclusivement auprès des adjudicataires des marchés publics passés par la centrale, ni aucune obligation de commande; Que l'adhésion est toutefois un prérequis nécessaire pour permettre à l'adhérent, s'il le souhaite, d'avoir accès aux marchés passés par la centrale d'achat ;

Considérant que la Commune de Nassogne souhaiterait bénéficier des conditions identiques à celles obtenues par la Province de Luxembourg dans le cadre de la centrale d'achat susvisée ;

Considérant que l'adhésion à cette centrale d'achat permettra d'obtenir des fournitures et des services à des prix intéressants;

Considérant également que l'adhésion à cette centrale d'achat aura pour conséquence une simplification administrative pour la Commune de Nassogne étant donné qu'elle ne devra pas réaliser elle-même la procédure de passation et d'attribution de marchés en vue d'acquérir des fournitures ou d'obtenir des prestations;

Considérant qu'il est dès lors opportun d'adhérer à cette centrale d'achat dans le but de bénéficier de conditions de marchés probablement avantageuses tout en étant dispensé d'organiser en interne les marchés concernés ;

Considérant que ce mécanisme s'inscrit indéniablement dans une logique de rationalisation de la dépense publique ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

Article 1

D'adhérer à la centrale d'achat technique et informatique pour les besoins de la province de Luxembourg et des autres pouvoirs adjudicateurs intéressés du territoire de la province de Luxembourg ;

Article 2

De transmettre la présente décision :

- à l'autorité de tutelle ;
- à la province de Luxembourg (spt.mtc@province.luxembourg.be).

3. Cahier spécial des charges pour le renouvellement du matériel informatique de la commune et du CPAS.

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-7 relatif à la décision d'adhérer à une centrale d'achat et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Attendu que l'article 15 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics dispense les pouvoirs adjudicataires de l'obligation d'organiser eux-mêmes une procédure de passation lorsqu'ils recourent à une centrale d'achat au sens de l'article 2, §4 de la même loi, à savoir un pouvoir adjudicateur qui "acquiert des fournitures ou services destinés à des pouvoirs adjudicateurs;

Attendu que le recours à une centrale d'achat permet l'obtention de rabais significatif et la simplification des procédures administratives ;

Vu la délibération du Collège Communal, en date du 3 juin 2010 décidant de recourir au SPW – D.G.T.2 – Direction générale transversale Budget, Logistiques et Technologies de l'information et de la communication en tant que centrale d'achat pour certains marchés de fournitures ;

Vu la convention conclue avec le Service Public de Wallonie – D.G.T.2 – direction de la gestion mobilière et l'attestation délivrée par ce Pouvoir adjudicateur permettant à la Commune de Nassogne de bénéficier des conditions obtenues par le Service Public de Wallonie, dans le cadre de ses marchés de fourniture de matériel de bureau, de mobilier, de vêtements de travail, de matériel de protection, de véhicules de services et de fournitures diverses ;

Vu la délibération du Conseil Communal de ce jour décidant d'adhérer à la centrale d'achat technique et informatique de la Province du Luxembourg ;

Vu la convention conclue avec la Province de Luxembourg permettant à la Commune de Nassogne de bénéficier des conditions obtenues par la Province de Luxembourg, dans le cadre de ses marchés de fourniture de matériel de bureau, de mobilier, de vêtements de travail, de matériel de protection, de véhicules de services et de fournitures diverses;

Vu la fiche n° M005 marché 2017M005BIS pour l'acquisition d'ordinateurs à usage bureautique et accessoire, ayant fait l'objet du marché passé par le Service Public de Wallonie portant la référence valable jusqu'au 25/10/2021 ;

Vu l'appel d'offres soumis à publicité européenne 2017M005BIS attribué à PRIMINFO SA, Rue du Grand Champ, 8 5380 NOVILLE-LES-BOIS.

Attendu que pour l'administration communale, le CPAS et le Centre culturel de Nassogne, il y a lieu d'acquérir, via la centrale d'achat du SPW énoncée supra :

- a) 45 ordinateurs portables Notebook HP Probook 650 G8, au prix unitaire de 798,04 euros.
- b) 45 Docking station HP Elite USB-C Dock G5 (réf.: 5TW10AA) au prix unitaire de 102,00 euros.
- c) 45 sacs de transport pour portables 15,6" Targus TSS98401GL – en bandoulière, au prix unitaire de 15 euros.
- d) 2 ordinateurs de bureautique Système PRIMINFO Prim'5 G, au prix unitaire de 380,08 euros.
- e) 1 écran de 27'' HP EliteDisplay E27q G4 au prix de 243,83 €

Attendu que pour l'administration communale, le CPAS et le Centre culturel de Nassogne, il y a lieu d'acquérir, via la centrale d'achat de la Province de Luxembourg énoncée supra :

- a) 49 écrans plats 23'' 16/9, au prix unitaire de 111,80 euros.

b) 4 ordinateurs portables 15 '' infographiste / dessinateur HP ZBook Fury 15 G7 Mobile Workstation, au prix unitaire de 1753,03 euros.

Considérant que le montant cumulé de ces acquisitions s'élève à 54.671,11 €hors TVA ;

Considérant que le crédit permettant ces dépenses est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2021 sous l'article article 104/742-53/ -/ -20210004

Considérant qu'une demande afin d'obtenir l'avis de légalité obligatoire a été soumise le 17 février 2021, le receveur régional a rendu son avis de légalité le 23 février 2021 ;

Considérant que le receveur régional avait un délai de 10 jours ouvrables pour remettre son avis de légalité et que cet avis devait être remis en conséquence pour le 3 mars 2021 ;

DECIDE, à l'unanimité :

1^{er}. De recourir à la centrale d'achat du Service public de Wallonie pour l'acquisition de mobilier suivant le prix repris au tarif susvisé dans la fiche Marché 2017M005BIS – Lot 1 Priminfo SA.

2. De recourir à la centrale d'achat de matériel informatique de la Province du Luxembourg pour l'acquisition de mobilier suivant le prix repris au tarif susvisé dans la fiche – Marché 2020-087.

3. De commander via le département de la gestion mobilière du SPW du matériel informatique pour l'administration communale, le CPAS et le centre culturel de Nassogne au pouvoir adjudicateur, PRIMINFO SA, Rue du Grand Champ, 8 5380 NOVILLE-LES-BOIS, pour le montant d'offre contrôlé de 42.180,79€hors TVA ou 51.038,76€, 21% TVA comprise, réparti comme suit :

a) 45 ordinateurs portables Notebook HP Probook 650 G8, au prix unitaire de 798,04 euros.

b) 45 Docking station HP Elite USB-C Dock G5 (réf.: 5TW10AA) au prix unitaire de 102,00 euros.

c) 45 sacs de transport pour portables 15,6" Targus TSS98401GL – en bandoulière, au prix unitaire de 15 euros.

d) 2 ordinateurs de bureautique Système PRIMINFO Prim'5 G, au prix unitaire de 380,08 euros.

e) 1 écran de 27'' HP EliteDisplay E27q G4 au prix de 243,83 €

4. De commander via la centrale d'achat de la Province de Luxembourg du matériel informatique pour l'administration communale, le CPAS et le centre culturel de Nassogne au pouvoir adjudicateur, UpFront, Rue de la Technique, 15, 1400 Nivelles, pour le montant d'offre contrôlé de 12.490,32€ hors TVA ou 15.113,29€, 21% TVA comprise réparti comme suit :

a) 49 écrans plats 23'' 16/9, au prix unitaire de 111,80 euros.

b) 4 ordinateurs portables 15 '' infographiste / dessinateur HP ZBook Fury 15 G7 Mobile Workstation, au prix unitaire de 1753,03 euros.

5. De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2021, article 104/742-53/ -/ -20210004 ;

6. D'approuver le paiement suivant les dispositions prévues dans l'offre et par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2021, article 104/742-53/ -/ -20210004

4. Mise à disposition de la commune d'un local paroissial pour la garderie communale d'enfants à Nassogne.

Jean-François Culot, trésorier de l'asbl « Œuvres paroissiales du doyenné de Marche secteur Nassogne » sort de séance.

Le Conseil, en séance publique, après discussion,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal ;

Vu que la commune organise pendant l'année scolaire une garderie des enfants le mercredi après-midi ;

Vu que, dans le cadre de la réaffectation des locaux disponibles à la maison communale, le local utilisé jusqu'à présent pour cette garderie a été rénové afin de lui donner une nouvelle destination, incompatible avec l'utilisation précédente ;

Vu que l'ONE demande à ce que cette garderie ne soit pas assurée dans des locaux scolaires ;

Vu l'absence de locaux communaux disponibles à Nassogne, où la garderie puisse être organisée dans des conditions de sécurité pour les enfants ;

Vu que le local adossé au patronage paroissial de Nassogne est occupé par les garderies de l'école libre pendant l'année scolaire mais n'est pas utilisé le mercredi après-midi,

Après contact avec l'asbl « Œuvres paroissiales du doyenné de Marche secteur Nassogne », propriétaire du bien et la directrice de l'école libre, ceux-ci ayant marqué leur accord pour cette occupation du mercredi après-midi ;

Vu qu'il est proposé une redevance de 20,00 € par occupation (hors chauffage et nettoyage) ;

Vu que ce local est chauffé par un poêle à pellets,

Sur proposition du Collège et après en avoir délibéré,

D E C I D E, à l'unanimité,

Article 1er : D'accepter la mise à disposition du local de garderie adossé au patronage de Nassogne, appartenant à l'asbl "Œuvres paroissiales du doyenné de Marche section Nassogne" exclusivement pour les garderies du mercredi après-midi;

Article 2 : De payer au propriétaire susnommé une redevance de 20,00 € par occupation (hors nettoyage et chauffage);

Article 3 : Cette occupation pourra être révoquée par la commune à tout moment, sans devoir en justifier auprès du propriétaire.

Jean-François Culot revient en séance.

5. Convention de commodat à titre gratuit de parcelles communales en vue d'un éco-pâturage extensif par des ovins (révision).

LE CONSEIL, en séance publique, après discussion,

Revu notre délibération du 28 janvier 2021 relative à la convention de mise à disposition gratuite de parcelles communales pour l'éco-pâturage d'ovins ;

Attendu que la convention telle que présentée au dernier conseil communal ne répondait pas notamment aux exigences juridiques pour que les preneurs puissent être reconnus dans le cadre des aides européennes ;

Attendu que les preneurs sont intéressés également par une parcelle sise à Forrières, à l'extrémité des terrains de football ;

Vu le projet de convention adaptée de commun accord telle que reprise ci-après ;

APPROUVE, à l'unanimité,

La convention de mise à disposition à titre précaire, révocable et gratuit de parcelles communales en vue d'un éco-pâturage extensif par des ovins avec « les trois petits bergers »

CONVENTION DE COMMODAT A TITRE GRATUIT **De parcelles communales en vue d'un éco-pâturage extensif par des ovins**

Entre les parties soussignées

d'une part : La Commune de Nassogne, ici représentée par Monsieur Marc Quirynten, Bourgmestre et Charles Quirynten, Directeur Général, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Communal du 26 février 2021,

Commune de Nassogne
Place Communale
6950 Nassogne

Ci-après dénommée la « commune »

Et

d'autre part : David Dupuis (n° registre national : 85.02.04-285.36), membre de l'association « les trois petits bergers »

Rue du Repos 21 à 5580 Wavreille

Ci-après dénommé « le preneur »

Il est convenu ce qui suit :

Art. 1 – Objet

La présente convention a pour objet la mise à disposition de parcelles en vue d'y développer le l'éco-pâturage par les ovins de manière professionnelle.

Le contexte est le suivant : la commune de Nassogne est propriétaire des sites ci-après décrits. Elle concède au preneur le droit de faire pâturer son troupeau de moutons. Le pâturage se fera dans le respect de l'environnement et de la biodiversité, dans une volonté commune de valoriser au mieux ces parcelles.

Art. 2 – Parcelles faisant l'objet de la présente convention

La commune de Nassogne déclare remettre, en jouissance gratuite et à titre précaire, au preneur qui accepte les parcelles décrites à l'annexe 1.

Art. 3 – Durée

La présente convention est consentie pour une durée limitée de 6 ans à compter de la date de signature de la présente convention. Elle est tacitement reconductible pour des périodes successives de 5 ans aux mêmes conditions vu la réglementation pour les mesures agro-environnementales, sauf en cas de demande de résiliation d'un des partis au moins 6 mois avant l'expiration de la présente convention.

Art. 4 – État du bien

Le preneur déclare connaître les parcelles visées.

Le preneur s'engage à vider les lieux et à les rendre libres de toute occupation au terme convenu. Il remettra le bien en parfait état au moment de sa sortie.

Art. 5 – Conditions d'occupation

- Le preneur s'engage à veiller au maintien des biens dans un bon état d'entretien et de réparations, pendant toute la durée de la convention. Le preneur veillera en bon père de famille et sous son entière responsabilité à la garde et l'entretien de ses bêtes et à la conservation des biens mis à sa disposition
- Le preneur s'engage à n'utiliser les biens que pour le pâturage par les moutons. Toute modification de production principale ou tout aménagement des lieux que le preneur jugerait nécessaire devra être soumise à l'autorisation du Collège Communal.
- Le preneur s'engage à respecter les interdictions suivantes :
 - laisser le bien à l'abandon
 - le non-respect des législations qui visent à protéger l'environnement
 - l'épandage et le déversement sur le bien de tout produit chimique de synthèse,
 - l'usage de tout traitement préventif de synthèse, facteurs de croissance de synthèse ou acides aminés de synthèse administrés aux troupeaux d'animaux présents sur le bien,
 - le dépôt sur le bien de toute immondice.
 - mettre en place des pratiques susceptibles d'entraîner les phénomènes d'érosion du sol

- Le preneur s'engage à inscrire son action dans une logique préservation ou de régénération de la flore des sites
- Le preneur s'engage à mettre tout en œuvre pour trouver le bon équilibre entre la charge en bétail et les capacités des sites à supporter cette charge
- Le preneur s'engage à faire son possible pour éviter et limiter les évasions de bétail, avec le concours éventuel de la commune pour la pose ou la réparation de clôtures (à définir)
- Le preneur s'engage à veiller à respecter les contraintes patrimoniales telles que sites classés, les réserves naturelles, Natura 2000. En contrepartie, il est autorisé à introduire les parcelles concernées dans sa déclaration de superficie à la PAC.

Il est entendu que la commune conserve la jouissance de son bien, notamment pour le verger de Grune (entretien des arbres, cueillette des fruits, visites didactiques, etc.).

Art. 6 – Gratuité, indemnité, frais et impôts

Le preneur reconnaît la portée gratuite et précaire du droit d'occupation des biens qui lui sont concédés. Ledit droit est expressément soustrait à la législation applicable en matière de bail à ferme.

Le preneur ne peut exiger aucune indemnité par rapport aux aménagements éventuellement réalisés au cours de la mise à disposition ou aux installations maintenues sur les parcelles à l'expiration de la présente convention.

Le propriétaire ou son délégué supportera le précompte immobilier et toutes autres impositions afférentes au bien prêté.

Le preneur supportera les taxes et charges relatives à la jouissance du bien prêté, de même que les majorations d'impôts et de primes d'assurance dues à la suite de constructions, ouvrages ou plantations faits par lui sur le bien prêté.

Art. 7 – Assurance et responsabilité

Le preneur déclare renoncer sans réserve à tout recours contre la Commune sur base de la responsabilité civile contractuelle et extra contractuelle du Code civil pour les dommages matériels qui pourraient résulter de ses activités.

Le preneur est seul responsable de tout accident et dommages causés à des tiers du fait de ses activités et installations sur les terrains concernés par la présente convention.

La Commune décline toute responsabilité par rapport aux installations et animaux présents ou à venir sur les parcelles.

Le preneur est seul responsable de la conformité de son exploitation aux textes légaux en vigueur en Région Wallonne en matière d'environnement et d'urbanisme. La Commune décline toute responsabilité.

Art. 8 – Cession de contrat et exclusivité

Le preneur ne peut céder ses droits au présent contrat sans l'accord de la commune. Le preneur ou ses ayants droit peuvent désigner, en accord avec la commune, un repreneur en cas d'incapacité d'exploitation.

Art. 9 – Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit 30 jours après l'envoi d'une mise en demeure restée sans effet dans l'hypothèse où le preneur venait à manquer à ses obligations de bonne gestion (cf. Art 5) des lieux ou si les activités qu'il y pratique ne correspondent plus au projet défini à l'article 1^{er} de la présente convention.

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de mise en vente ou de dépôt de demande de permis d'urbanisme par la Commune. La Commune informera le preneur par lettre recommandée et lui permettra de terminer la saison de pâturage en cours. En absence d'un commun accord entre le

propriétaire et le preneur concernant la date de libération des terres, les parcelles doivent être restituées dans un délai maximum de 8 mois à partir de l'envoi du courrier recommandé.

Art. 10 – Enregistrement du contrat

Le preneur enregistre le contrat à ses frais auprès du bureau de l'enregistrement compétent, dans les délais impartis.

Art. 11 – Contrôle

La Commune, ou une personne qu'elle désigne, pourra contrôler la bonne exécution du présent contrat, sans en justifier la raison. Elle en informera le preneur dans un délai raisonnable.

Art. 12 – Litiges

La Commune n'est pas compétente pour arbitrer d'éventuels litiges avec le preneur à qui elle met à disposition les terrains concernés par cette convention et le voisinage.

Art. 13 – Validité du contrat

Dans le cas où l'une des dispositions du contrat se révélerait contraire à la loi, cette clause sera annulée tandis que le reste du contrat restera en vigueur. Dans ce cas, les parties s'engagent à négocier une nouvelle clause conforme à la loi et à l'économie du contrat.

Art. 14 – Droit applicable

Le présent commodat est soumis au droit belge. Toute différend relatif à son existence, son interprétation ou son exécution sera, le cas échéant, de la compétence exclusive des juridictions de l'arrondissement judiciaire du Luxembourg après que les parties se soient efforcées de trouver une solution à l'amiable.

6. Prime à l'utilisation d'un GSM privé : adaptation des bénéficiaires.

José Dock sort de séance.

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu notre décision du 30 décembre 2020 relative à l'octroi d'une prime à l'utilisation d'un GSM privé pour les ouvriers communaux ;

Considérant que la directrice des crèches est amenée à utiliser ce moyen de communication régulièrement pour contacter son personnel ou les parents des enfants ;

Sur proposition du Collège,

DECIDE, à l'unanimité :

D'allouer, à partir de 2021, une prime de 75,00 € par an à la directrice des crèches communales.

José Dock revient en séance.

7. Fabrique d'église d'Ambly - soustraction de 149,12m² du régime forestier : approbation.

Le Conseil communal, en séance publique, après discussion,

Vu la Constitution, les articles 41 et 162 ;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1^{er}, VIII, 6 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3 ;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les Fabriques des églises ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1^{er} et 2 ;

Vu la délibération du Conseil de fabrique Saint Jean-Baptiste d'Ambly du 4 février 2021 ;

Vu le courrier du Département Nature et Forêt – Cantonnement de Nassogne au 16 décembre 2020 adressé à la Présidente de la Fabrique d'église invitant la Conseil à soustraire du régime forestier l'emprise du projet d'installation du relais de radiocommunication sur la parcelle cadastrée commune de Nassogne, 2ème division Ambly, section A , n°4129 P000 (Pie);

Vu le permis d'urbanisme délivré par le fonctionnaire délégué le 19 juin 2019 à la société TELENET GROUP sprl autorisant la construction et l'exploitation du nouveau site de télécommunication , lequel permis n'ayant pas été communiqué à la Fabrique d'église, ignorant ainsi les conditions y relatives,

Vu la première condition reprise dans l'article 2 de ce permis d'urbanisme, à savoir la soustraction de l'emprise du projet du régime forestier ;

Vu la convention conclue en l'étude de la Notaire Lucy le 14 octobre 2020 de cession de droit de superficie au bénéfice de la société anonyme "ASTERIA INFRASTRUCTURE";

Vu les conditions reprises au chapitre II de la convention notariale du 14 octobre 2020, par lesquelles les bailleurs, la Fabrique d'église, déclarent renoncer tacitement et purement et simplement, concurrence de la totalité en pleine propriété, au profit du Preneur, étant la SA « ASTERIA INFRASTRUCTURE », représentée comme dit-est, qui accepte, **au droit d'accession** lui revenant en vertu des articles 546, 551 et suivants du Code Civil, sur les constructions, plantations et ouvrages, qui sont en cours de construction sur le bien, de telle sorte que ces constructions, plantations et ouvrages appartiennent et appartiendront exclusivement à la SA « ASTERIA INFRASTRUCTURE » pour une durée de CINQUANTE (50) ans;

Vu la redevance unique de 20.000,00 € perçue par la Fabrique d'église par virement au nom de ASTERIA INFRASTRUCTURE, paiement pour lequel le trésorier a donné quittance entière et définitive lors de la signature de l'acte notarié, conformément à la décision du Conseil de Fabrique du 7 août 2018; ;

Vu les articles 52 et suivants du Code Forestier, qui régissent les bois soumis, et plus particulièrement la directive stipulant que « ... les aliénations de parcelles soumises au régime forestier qui sont passées de gré à gré ne sont approuvées que si le prix ou l'échange offert est supérieur au moins à l'évaluation de l'expertise » ;

Vu qu'il ne s'agit ici que de la seule exploitation du bois, le droit de superficie étant fixé pour une durée de 50 ans ;

Vu que sur base du courrier du DNF daté du 16 décembre 2020, il s'agit de l'exploitation de 9 douglas ;

Vu la redevance de 20.000,00 € perçue et le prix actuel du bois ;

DECIDE, à l'unanimité :

1^{er}. D'émettre un avis favorable sur la demande du Conseil de Fabrique d'église d'Ambly du 14 février 2021 et de demander de soustraire cette parcelle de 149,12 m² du régime forestier ;

2. De solliciter, dès lors, auprès du Gouvernement wallon, la soustraction au régime forestier de la parcelle de 149,12 m² à prendre dans la parcelle cadastrée Commune de Nassogne, 2^{ème} division Ambly, section A, n°4129 P000 de 20 ares.

8. Organigrammes des services communaux : informations.

Le Conseil prend connaissance des différents organigrammes des services communaux.

9. Communications.

Le président donne lecture de différentes informations reçues relatives à la vie communale :

- Le 25 janvier 2021 : le rapport d'activité de l'année 2020 de la Commission locale pour l'Energie (CPAS) ;

- Le 28 janvier 2021 : arrêté du Gouverneur de la Province de Luxembourg approuvant la délibération du 30 décembre 2020 relative à l'intervention communale dans le budget de la zone de police Famenne-Ardenne ;
- Le 3 février 2021 : lettre du Commissaire d'arrondissement de la Province relatif au contrôle de la situation de caisse de la commune du 1 janvier 2020 au 30 novembre 2020, conformément aux dispositions prévues aux articles L1124-49 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et 77 du Règlement Général de la Comptabilité Communale.

9bis. Fourniture de masques jetables au personnel communal et au personnel enseignant.

Le Conseil communal, en séance publique, après discussion,

Attendu que le port du masque est une habitude saine pour se protéger ensemble contre la propagation du COVID-19 ;

Attendu qu'il est obligatoire de porter un masque buccal dans toutes les situations où il est impossible de garantir le respect des règles de distanciation sociale ;

Attendu qu'il est recommandé de changer de masque si celui-ci est sale ou humide ;

Attendu qu'il est recommandé pour les personnes qui doivent beaucoup parler – comme par exemple un enseignant qui donne cours – de changer de masque toutes les 4 heures ;

Attendu que tout employeur est tenu de promouvoir le bien-être au sein de son entreprise. Cela passe par la prévention des risques, des moyens collectifs et individuels de protection, ou encore la formation et l'information des travailleurs ;

Attendu que si le port de masques sur le lieu de travail est obligatoire, l'employeur est responsable de fournir des masques. Quand des masques, autres que les masques jetables sont utilisés, l'employeur doit veiller à ce que les masques soient correctement entretenus ;

Attendu que de nombreuses déclarations officielles précisent que les masques chirurgicaux sont fortement conseillés et nettement plus efficaces que ceux en tissu ;

Sur proposition du groupe ENSEMBLE et après en avoir délibéré ;

Par 4 voix pour, 8 voix contre et 4 abstentions ;

DECIDE

- De ne pas fournir des masques de types chirurgicaux répondant à la norme EN14683 (filtration à 95%) au personnel communal et au personnel enseignant dont l'activité s'effectue sur le lieu de travail ;
- De ne pas charger le Collège de l'exécution.

Ont voté pour : Philippe LEFEBVRE, Christine BREDA, Johanna COLMANT et Sophie PIERARD.

Se sont abstenus : Véronique BURNOTTE, Charline KINET, Jean-François CULOT et Vincent PEREMANS.

Questions.

Philippe LEFEBVRE propose que soit constituée une « Task Force » communale pour aborder le problème du coronavirus, il y a des perspectives et les vaccins qui arrivent, il faudrait unir ses forces, au niveau de conseil communal, de l'administration, des acteurs économiques, de la culture des milieux associatifs pour préparer l'ouverture future pour des activités pour les enfants et des citoyens.

Le Bourgmestre Marc QUIRYNEN le remercie pour son intervention et regrette la « non organisation » de la Région Wallonne pour la mise en place de la vaccination. Pour ce qui est de la création d'une *task force*, j'inviterais tous les conseillers à en faire partie, car je ne vois pas comment je pourrais dire à une personne de mon groupe, toi, tu peux participer et à une autre, je ne souhaite pas que tu participes. Ce sera l'ensemble du conseil communal qui sera invité autour de la table.